

Le scandale financier espagnol (affaire MATESA) amènerait Franco à rema- nier le gouvernement

(De notre envoyée spéciale permanente Michèle CHAUDE.)

MADRID, samedi.

DEUX anciens ministres impliqués dans l'affaire Matesa ont été formellement mis en cause, et le tribunal suprême a demandé aux Cortès de lever l'immunité parlementaire d'un troisième qui est actuellement député.

Bien que les noms des trois anciens ministres n'aient pas été publiés afin d'accomplir certaines normes du procédé judiciaire, dans les milieux politiques de Madrid on affirme qu'il s'agit de M. Juan José Espinosa, ancien ministre des Finances, de M. Faustino Garcia Monco, ancien ministre du Commerce, et de M. Mariano Navarro Rubio, ancien ministre des Finances et actuel gouverneur de la Banque d'Espagne.

Le dossier de l'affaire Matesa est toujours secret. Cependant des copies en circulent car, lors de la dernière session plénière des Cortès, il y a trois semaines, le texte avait été distribué aux quelque 550 députés présents.

C'est ainsi que l'importance et les caractéristiques du plus grand scandale financier du siècle, en Espagne, ont pu être connues.

Fausses exportations

L'entreprise Matesa, créée pour fabriquer des métiers à tisser de patente française Iver Satex, prit en 1964 une fabuleuse expansion, expansion qui, pendant longtemps, fut présentée par les fonctionnaires et la presse gouvernementale comme une preuve du développement de l'industrie espagnole. En 1964, le gouvernement accorda à Matesa, à travers la Banque du Crédit Industriel, des crédits d'une valeur de 22 millions de pesetas (la peseta vaut 0,80 F) pour financer l'exportation des métiers à tisser. Les crédits furent augmentés les années suivantes pour atteindre 8 milliards 200 millions à la fin de 1968.

A ce moment-là, le directeur des douanes, le colonel Victor Castro, avait présenté au ministre des Finances, M. Espinosa, des preuves mettant en évidence que Matesa réalisait de fausses exportations, afin d'être bénéficiaire des généreux crédits que le gouvernement accorda pour encourager les exportations et ouvrir de nouveaux marchés à l'étranger.

Malgré cette dénonciation, de nouveaux crédits furent accordés : le 7 août 1969, au moment où éclata le scandale, ils atteignaient 9 milliards 976 millions de pesetas, sans compter 4 autres milliards donnés à Matesa pour la construction d'ateliers et de laboratoires.

Un empire financier

Avec ces crédits de l'Etat, M. Juan Vila Reyes, l'ingénieur catalan propriétaire de Matesa, avait construit en cinq ans un empire financier : il avait constitué en Suisse et au Liechtenstein les holdings Brelic, Parthotex et Holdex, qui contrôlaient des usines textiles, des banques et divers commerces dans une douzaine de pays, des Etats-Unis à l'Al-

lemagne et de la France à l'Argentine. L'empire de Vila Reyes avait été possible, dit le rapport secret approuvé par les députés, grâce « au traitement de faveur accordé à Matesa par des organismes de crédit officiels, à la négligence des fonctionnaires, et à l'absence d'une surveillance adéquate ». C'est ainsi que s'expliquait l'évasion illicite de capitaux pour une valeur de plus de cent millions de dollars (500 millions de francs).

Devant cette accumulation de délits, un procès fut intenté

à M. Juan Vila Reyes, ainsi qu'à une douzaine de hauts fonctionnaires, parmi lesquels figuraient des anciens directeurs de banques, du sous-secrétaire à l'Industrie et du secrétaire de ce ministère, tous accusés de négligence et de corruption.

Une grande partie de ces fonctionnaires, de même que M. Juan Vila Reyes, sont liés à l'Opus Dei, dont des membres comme les ministres Lopez Bravo et Lopez Rodó, dirigeant l'économie du pays depuis plusieurs années.

Pour discréditer l'Opus Dei

C'est précisément pour cette raison que les phalangistes révélèrent le scandale Matesa, afin de discréditer l'équipe de l'Opus Dei, et son candidat, le prince Don Juan Carlos. Mais les phalangistes échouèrent dans leur manœuvre. En octobre, ils perdirent les portefeuilles ministériels qu'ils détenaient et ils virent le prince désigné comme successeur de Franco et, en même temps, l'Opus Dei assumait le contrôle du gouvernement.

Il semblait que l'affaire Matesa allait être enterrée. Mais, poussé par les militaires, scandalisés de la corruption administrative, le tribunal suprême a mené plus à fond son enquête, avec une indépendance et une rapidité qui ont surpris

les milieux diplomatiques.

Dans ces mêmes milieux on pense que si la justice continue de donner de telles preuves d'indépendance et d'agilité, une crise de cabinet pourrait se produire : M. José Luis Villar Balasi, actuel ministre de l'Education, était en effet l'avocat de Matesa jusqu'en 1968, en même temps que sous-secrétaire au Commerce, et le nom de M. Gregorio Lopez Bravo, actuel ministre des Affaires étrangères, est mentionné plusieurs fois.

Le tribunal suprême se réunira à nouveau à la fin du mois d'août pour examiner l'affaire Matesa. Auparavant, dit-on à Madrid, Franco aura procédé à un remaniement ministériel.